

MEESCHAERT

Asset Management

Rapport de recherche ISR 2016



Depuis **1935**

Date de publication : 1^{er} juin 2017.

SOMMAIRE

	EXTRACTION MINIÈRE ET MÉTAUX.....	4
	CHIMIE.....	7
	PRODUCTEURS DE PÉTROLE ET DE GAZ.....	10
	ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PÉTROLIERS.....	13
	TRANSPORTS ET LOGISTIQUE.....	16
	AGROALIMENTAIRE.....	19
	SÉCURITÉ INDUSTRIELLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	22
	SECTEUR BANCAIRE.....	24



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Un secteur affecté par la crise économique

Les acteurs de l'industrie minière se positionnent sur différentes étapes de la chaîne de valeur : de l'extraction à la fabrication de produits finis, en passant par la transformation de métaux.

Tirées par la demande en provenance des secteurs industriels comme le transport, le BTP ou l'électronique, toutes ces activités sont dépendantes de la croissance économique mondiale.

La volatilité des prix des matières premières et le ralentissement de la croissance chinoise fragilisent la pérennité du secteur.

Un secteur indispensable à la transition énergétique

L'innovation se traduit dans ce secteur par l'amélioration des caractéristiques technologiques des produits finis.

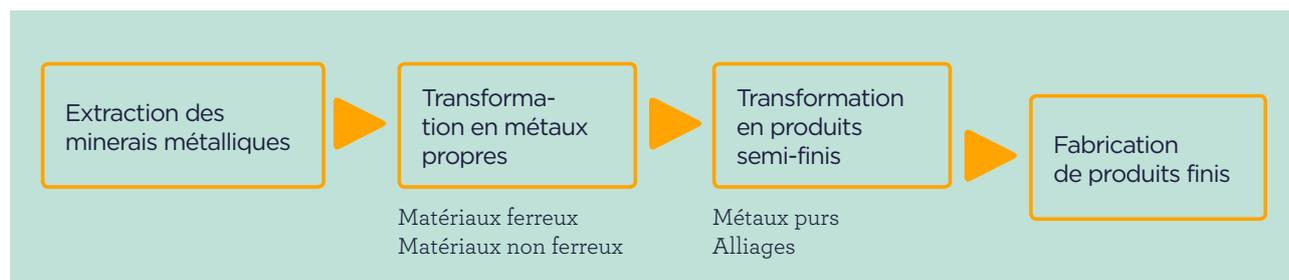
Si les sociétés dont l'activité principale relève du charbon thermique présentent un risque par rapport au changement climatique, les sociétés spécialisées dans l'extraction et la transformation de cuivre et d'aluminium sont les mieux positionnées par rapport à la transition énergétique.

Le cuivre et l'aluminium sont des matériaux de plus en plus utilisés dans les produits de consommation courante, qui permettent eux-mêmes des réductions d'énergie.



de charbon par an en 2013

Source : Site de Planetoscope, 2013



Des industries particulièrement controversées

En implantant les mines au plus près des gisements, les sociétés provoquent des déplacements de population, en contrepartie de compensations financières, alors même que ces communautés locales vivent sur ces territoires depuis des années. Ces déplacements forcés modifient substantiellement leur mode de vie. Même si les mines permettent aux autochtones de travailler, les conditions de travail dans celles-ci sont dangereuses à cause des poussières et des gaz émis, provoquant des maladies respiratoires pouvant être mortelles.

Les poussières, impacts directs causés par l'extraction et la transformation des métaux, ne sont pas les seuls éléments polluants. Les déversements dans les sols



Source : Meeschaert Asset Management

et les rivières, dus à des fuites ou des failles de barrage à résidus, affectent les conditions de vie du voisinage (pollution des nappes phréatiques et des rivières).



de revenus provenant du pétrole, du gaz et des minerais perçus par les différents gouvernements

Source : EITI, 2015

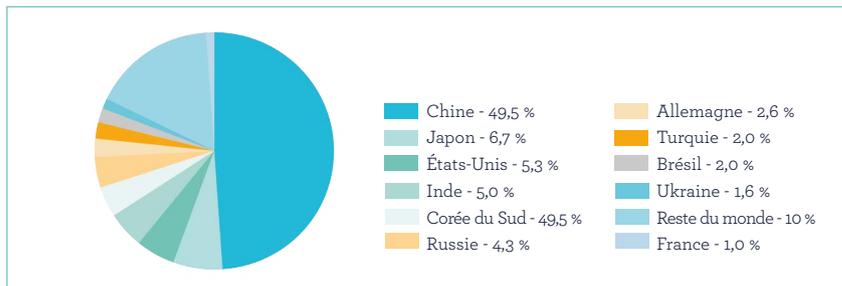
BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Initiative de Transparence dans les Industries Extractives (EITI)

L'ITIE, coalition de gouvernements, d'entreprises et membres de la société civile, a pour objectif de maintenir et d'assurer la bonne application de la norme ITIE. Cette norme requiert pour les entreprises minières et gazières la transparence sur les impôts et autres versements payés aux gouvernements. Il s'agit ainsi de permettre aux investisseurs et aux citoyens des pays concernés de connaître les ressources naturelles de leur pays et le revenu qui revient au gouvernement.

L'innovation dans la chaîne de fabrication

L'enjeu climato-économique des consommations d'eau et d'énergie pousse les entreprises à optimiser leurs processus de fabrication : circuits fermés d'utilisation de l'eau, réutilisation des sources d'énergie, traitement des déchets, mesure de



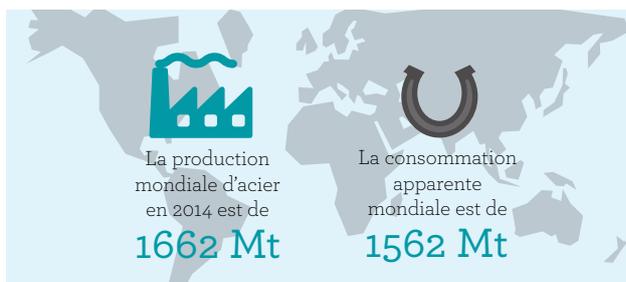
Source : Les chiffres de l'acier - Site de Planetoscope, janvier 2016

la concentration des déchets dans l'eau... Plus spécifiquement, les fabricants d'acier inoxydable (inox), bénéficient d'une durée de vie plus longue de leurs équipements et de leurs installations, grâce à la réduction des ressources minières ou énergétiques consommées pour produire cet acier. L'inox permet également de diminuer la quantité de matériaux nécessaires pour la même quantité de produits finis et de réduire drastiquement les rejets dans l'environnement.

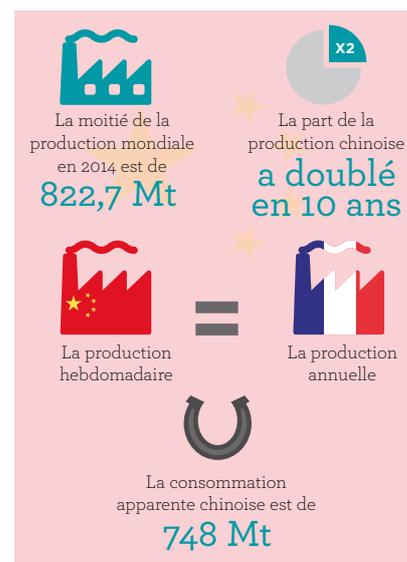
Politique sociale proactive

Les syndicats de la métallurgie sont particulièrement actifs dans

le dialogue social. Ils prennent part aux discussions stratégiques auxquelles font face les entreprises du secteur en ces temps de restructuration. Ils essaient de négocier une solution adaptée pour la majorité des employés concernés par les restructurations (retraite anticipée, mobilité interne, réaffectation, formation, suivi individuel).



Source : Les chiffres de l'acier - Site de Planetoscope, janvier 2016



Source : Les chiffres de la Chine - Site de Planetoscope, janvier 2016



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Une hétérogénéité des industries et des débouchés

Gaz industriels, colorants, pigments, fertilisants, matières plastiques de base, caoutchouc synthétique, huiles essentielles, produits pharmaceutiques, etc. : ces produits chimiques servent les filières industrielles comme la métallurgie, la construction automobile, le secteur agricole, celui de la santé ou la consommation des ménages.

Trois segments se distinguent :

- la chimie de base, où peu de modifications sont nécessaires,
- la chimie de spécialité, qui répond à une commande spécifique et sophistiquée,
- la chimie fine, souvent utilisée dans les produits pharmaceutiques.



Sur un chiffre d'affaires estimé à 3156 milliards d'euros l'Union européenne détient 16,7 % de parts de marché

Source : CEFIC, 2013.

La sécurité : un enjeu à plusieurs facettes

Selon le Ministère français du Développement Durable, un tiers des maladies professionnelles (asthme, cancers, etc.) en Europe est dû à l'exposition ou à la manipulation de substances chimiques qui comportent des risques de stabilité dans leur composition. En amont, les collaborateurs qui manipulent ces produits exposent leur santé. En aval, le stockage, le transport et l'utilisation des produits finis présentent un risque pour la sécurité des consommateurs. D'où l'importance pour les entreprises de pratiquer une politique de santé et de sécurité des collaborateurs robuste.



1/3 des maladies professionnelles en Europe est dû à l'exposition ou la manipulation de substances chimiques : asthme, cancers...

Source : Ministère du Développement Durable, 2015

L'impact des produits chimiques sur l'écosystème : un enjeu environnemental essentiel

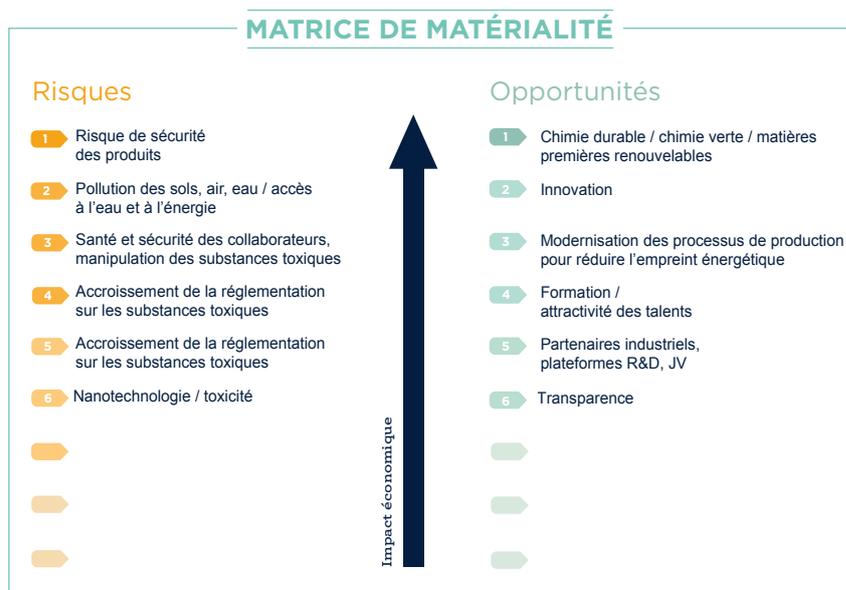
Nitrates, phosphates, métaux lourds... : toutes ces substances sont des sources potentielles de pollution qui, rejetées dans l'eau, les sols ou l'air, provoquent un déséquilibre des écosystèmes. Les conséquences peuvent être désastreuses, tant sur la biodiversité que sur les ressources naturelles essentielles aux communautés locales. C'est pourquoi les controverses environnementales sont particulièrement suivies lors de l'analyse des entreprises.

L'optimisation des chaînes de production permet de réduire ce risque, ainsi que l'exposition à une pénalité financière liée à la dégradation de l'environnement.

Changement climatique : une opportunité pour le secteur ?

La chimie ne présente pas un risque à court terme sur le changement climatique. En suivant le scénario 2°C de l'Agence Internationale de l'Énergie, le secteur pourrait légèrement augmenter ses émissions de CO₂ d'ici 2020 (+ 1,2 %), pour ensuite se stabiliser en 2025 et entamer une diminution, afin d'atteindre 1,6 % kg de CO₂ par tonne produite en 2030. Le secteur s'est emparé du sujet du changement climatique en soumettant sa contribution à une économie sobre en carbone. Au niveau de la production, cela se traduit par une adaptation et une modernisation des structures et des innovations pour réduire l'empreinte environnementale et la consommation énergétique.

Concernant l'offre industrielle, le



Source : Meeschaert Asset Management

secteur apporte sa pierre à l'édifice en proposant aux équipementiers automobiles, par exemple, des matières plastiques plus légères

ou des substances utilisées dans les panneaux photovoltaïques.

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Innovation : investir dans la chimie végétale

Depuis 2003, l'Union européenne est leader en matière de dépenses en Recherche et Développement dans le secteur de la chimie. Une plateforme technologique européenne pour une chimie durable, appelée SusChem, a même été créée en 2004 pour soutenir cette dynamique. La

Chine, de son côté, démontre une évolution spectaculaire entre 2003 et 2013, se positionnant dans le trio de tête des zones géographiques actives, devant le Japon et l'Inde. Prenons l'exemple de la chimie végétale pour illustrer l'innovation dans la chimie durable. L'utilisation de plantes, appelée « biomasse », sert dans ce cas à fabriquer de nombreux produits. La substitution

d'une chimie basée sur les hydrocarbures (pétrole, gaz naturel ou charbon) par une chimie basée sur la lignocellulose, matière issue du bois, permet de réduire l'utilisation de ressources fossiles, sans entrer en concurrence avec les matières premières alimentaires.

Transformer la pression réglementaire sur la transparence en avantage concurrentiel

Les pressions réglementaires et réputationnelles concernant l'impact des industries chimiques sur l'environnement et sur la santé des consommateurs s'accumulent. REACH – le Règlement européen sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques – en vigueur depuis 2007, a pour objectif de recenser, d'évaluer et de contrôler les substances chimiques fabriquées, importées et mises sur le marché européen. Au niveau international, les Nations-Unies ont déployé un système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques, dans le but d'identifier et recenser les

dangers physiques, pour la santé et l'environnement des produits. L'Europe s'est emparée de cette initiative et a déployé un plan d'actions spécifique à horizon 2018. Les sociétés européennes sont toutes soumises à ces normes et réglementations. A priori considérées comme des contraintes, elles leur donnent un avantage concurrentiel de qualité et de sécurité fort par rapport aux sociétés qui ne s'imposent pas ces exigences.

Favoriser le dynamisme économique local

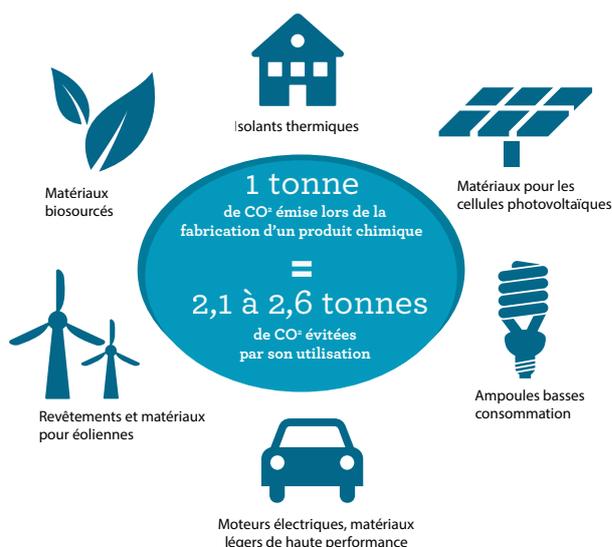
Profondément ancrées localement, les activités sont, pour certaines, localisées là où se situent les matières premières. Cette caractéristique impacte directement



1,6 % : moyenne sectorielle des dépenses de recherche et développement rapportées au chiffre d'affaire en Europe, en baisse constante depuis 1991.

Source : CEFIC, 2013

le bassin d'emploi. Les entreprises ont intérêt à recruter et former leur main d'œuvre locale, tout en leur permettant une évolution de carrière technique ou hiérarchique. Une fois les programmes de recrutement et de formation du personnel lancés, le défi qui s'impose aux sociétés relève de l'évaluation de l'impact social et économique de ces mesures.



Grâce à des produits et procédés innovants, la chimie participe activement à la transition énergétique et peut contribuer à diviser par deux les émissions mondiales de CO₂ d'ici 2030.

Source : Union des Industries Chimiques, 2014



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Prix du baril : un élément déterminant de la conjoncture sectorielle

Les fortes baisses du prix du pétrole depuis 2014 bousculent les modèles économiques des compagnies pétrolières mondiales. Les conséquences se ressentent au niveau des restructurations et des baisses de budget.

Les mouvements de concentration, fusion, acquisition ou cession d'activité impactent fortement les ressources humaines. Dans certaines sociétés, plusieurs dizaines de milliers de postes ont été supprimés en 2015. Il est donc nécessaire pour les entreprises d'anticiper les besoins afin de réduire l'impact des restructurations sur les ressources humaines, en proposant des solutions adaptées pour chaque collaborateur concerné.

Des coupes dans les investissements sont prévues, malgré la nécessité d'investir pour accompagner la transition énergétique globale. Ainsi, entre 2014 et 2015, les investissements dans le secteur ont marqué une baisse de 22 %.

Transition énergétique : des stratégies complémentaires

Le rôle des producteurs est essentiel dans la transition énergétique car ils fournissent l'énergie à tous les secteurs. Pour répondre à cet enjeu, les entreprises adoptent des

stratégies différentes mais complémentaires : réduction de la production du pétrole au profit de la production de gaz (source moins carbo-intensive), promotion de l'efficacité énergétique des processus de production, développement des énergies renouvelables et biocarburants de 2e et 3e générations, ou encore la recherche et développement dans les technologies de stockage et de capture du CO₂.

Forte exposition au risque de pollution à grande échelle

L'exploration et la production de pétrole présentent un risque pour l'environnement. Des accidents, comme la marée noire provoquée par l'explosion sur la plateforme BP Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique en 2010, celle liée au naufrage de l'Erika de Total en 1999, ou encore les fuites de pipeline des sites Shell entraînant des déversements considérables de pétrole dans le Delta du Niger, ont marqué l'histoire du secteur pétrolier. Ces catastrophes menacent la biodiversité terrestre et aquatique, ainsi que les populations locales vivant près des sites concernés.

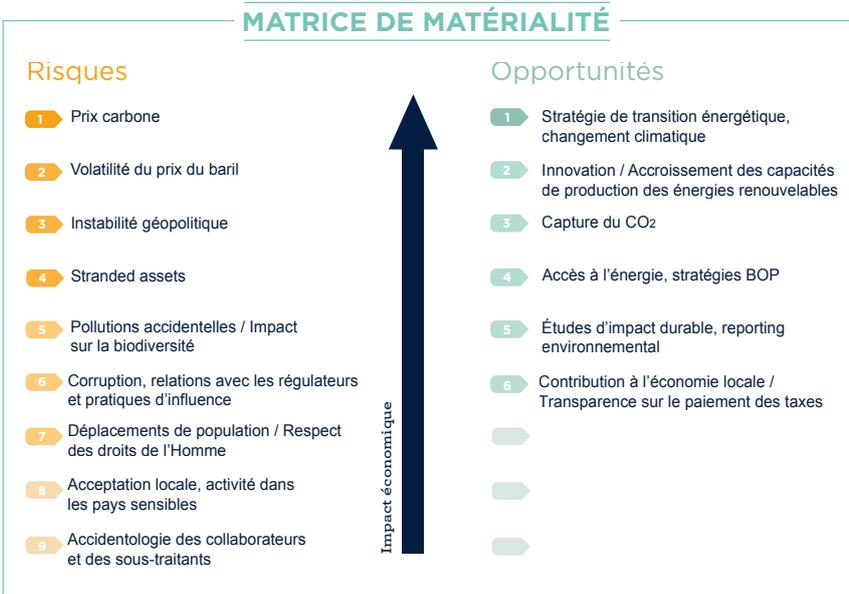


Marée noire Deepwater Horizon : une fuite de 59 000 barils de pétrole chaque jour, 835 500 tonnes d'hydrocarbures échappés des puits de forage de la plateforme pétrolière, une amende record de 20,8 milliards de dollars.

Source : Site Notreplanete.info, 2016

Sécurité des Hommes à rude épreuve

Certaines opérations sont situées dans des zones présentant un risque d'insécurité lié aux contextes politique et économique. Si les collaborateurs expatriés sont les principales victimes de ces risques, l'ensemble des collaborateurs travaillent dans des conditions extrêmes, notamment lorsque les réglementations locales sont faibles. Au-delà, les populations locales, qu'elles soient impliquées ou non dans l'activité des sociétés, en subissent les conséquences au quotidien.



Source : Meeschaert Asset Management

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Sociétés, ONG et investisseurs : quel est le point de vue des acteurs du secteur ?

Le secteur pétrolier n'est pas en reste quant à l'élaboration d'actions collaboratives. Les entreprises redoublent de créativité pour s'associer et afficher un combat commun en faveur d'une cause. Par exemple, l'OGCI (Oil & Gas Climate Initiative) est une initiative volontaire lancée en 2014 en faveur de la pré-

vention du changement climatique afin d'échanger sur les bonnes pratiques. Six entreprises du Stoxx600 adhèrent à cet engagement. Dans un autre format, les principaux pétroliers se sont regroupés pour lancer l'appel à un prix carbone (Call for Carbon Price). Ce courrier, adressé au secrétaire de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, a pour objectif de demander aux

gouvernements de fournir un cadre politique clair et stable, en fixant un prix carbone harmonisé. Lors de la COP21, des ONG internationales ont pointé du doigt les activités de lobbying de certaines entreprises pétrolières. Elles dénoncent les actions effectuées auprès des autorités publiques nationales et supranationales dont l'objectif est de freiner la réglementation sur le climat.

Ces organisations critiquent par ailleurs les effets d'annonce des entreprises sur leurs initiatives en faveur du climat, qui, selon elles, peuvent être caractérisées de greenwashing, à cause de l'incohérence entre les actions de lobbying et les engagements environnementaux.

| S'impliquer via les droits des actionnaires ou le désinvestissement

En 2015, quatre résolutions externes ont été déposées aux assemblées générales des sociétés européennes, contre 11 aux États-Unis. On distingue une granularité dans le degré d'exigence des investisseurs concernant leurs résolutions, allant de la simple demande de transparence sur le financement du lobbying sur l'environnement, à la demande d'augmentation du plafond des dividendes compte tenu du risque climat, en passant par la nomination d'un expert climat au sein du conseil d'administration, la transparence sur le risque carbone ou encore le changement de stratégie face au risque carbone.

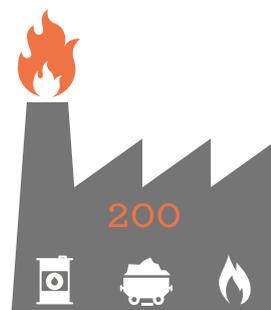
Seulement 3 résolutions sur 13 ont été adoptées grâce à l'implication des actionnaires.

Côté désinvestissement, l'année 2015 a été largement rythmée par les annonces des investisseurs institutionnels, comme par exemple l'engagement de désinvestissement du charbon au profit des énergies renouvelables.

| Implication des fonds gérés par Meeschaert Asset Management

Le fonds Ethique et Partage CCFD, géré par Meeschaert Asset Management, s'inscrit dans le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles, suivant la démarche lancée aux États-Unis par l'association 350.org. Cette stratégie mène à exclusion du périmètre investissable les 200 sociétés mondiales détenant les 200 plus grosses réserves de charbon, de pétrole et de gaz.

Le fonds Nouvelle Stratégie 50, dont la réflexion éthique est le résultat d'une collaboration entre l'association Ethique et Investissement et Meeschaert Asset Management, s'inscrit dans la démarche d'engagement auprès des entreprises en portefeuille afin de demander aux entreprises les motivations de leurs stratégies environnementales.



L'indice Carbon Underground 200 TM, élaboré par le Fossil Free Index, regroupe les 200 sociétés mondiales détenant les plus grandes réserves d'énergie fossile : charbon, pétrole et gaz.

Source : FossilFreeIndexes.com, 2015



3 résolutions externes à caractère environnemental ont été adoptées sur les 13 déposées aux assemblées générales dans le monde en 2015 (Shell, BP, Statoil).

Source : Etude Novethic Climat, 2015

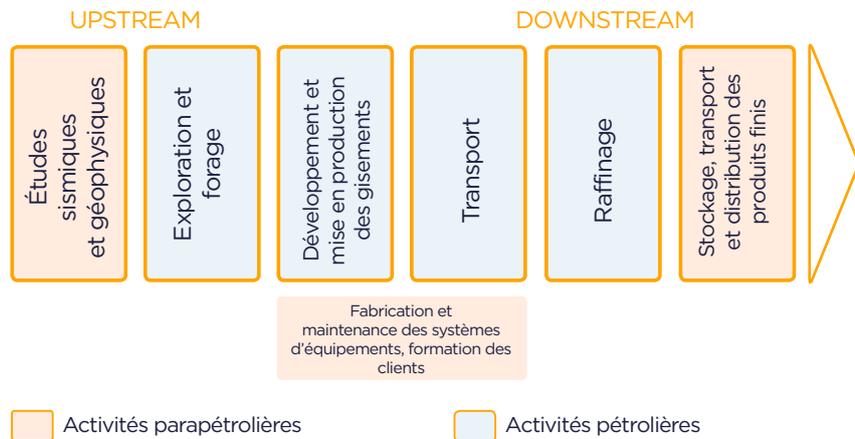


ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Crise pétrolière : adaptation conjoncturelle ou mutation profonde ?

Les bouleversements économiques, sociaux et environnementaux auxquels sont confrontés les producteurs de pétrole et de gaz se propagent naturellement au secteur des équipements et services pétroliers. Leur rôle de prestataire de services et d'ingénierie, profondément ancré dans la chaîne de valeur du secteur pétrolier, les expose aux effets de la chute du cours du pétrole.

La forte baisse des prix de leurs services, comprise entre 30 % et 40%, les contraint à réorienter leur stratégie en modifiant la répartition de leurs activités ou leurs choix de localisation, exigeant dans de

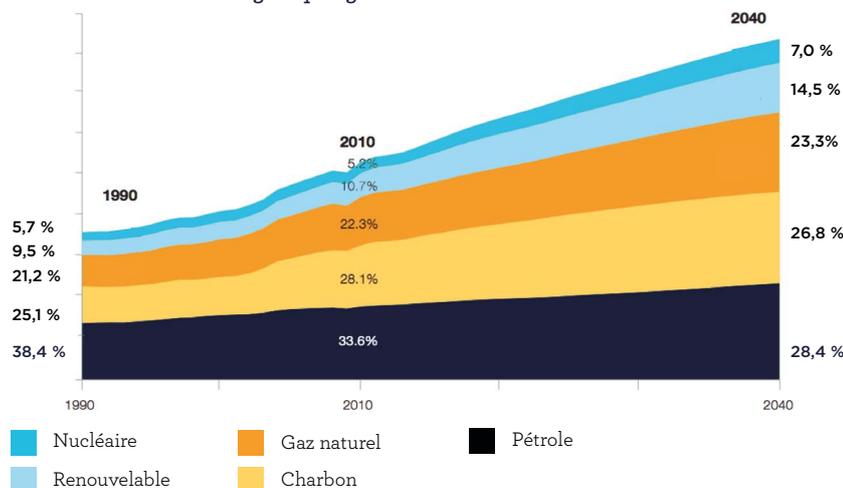


nombreux cas la mise en œuvre de larges plans de restructurations.

Pour amortir les conséquences de ces licenciements, les parapétrolières peuvent recourir à différentes options comme donner

la priorité au non-remplacement de départ à la retraite, privilégier les plans de départ volontaire ou le reclassement professionnel, ou encore instaurer des compensations financières. Dans les faits, peu de moyens sont déployés dans cette direction.

Future demande énergétique globale



En 2040, la planète aura besoin de 56 % d'énergie supplémentaire par rapport à 2010.

Source : Agence Internationale de l'Energie, 2013

Les parapétrolières, actrices décisives de la transition énergétique ?

Si les parapétrolières peuvent concevoir ces difficultés économiques comme des contraintes les obligeant à adapter leur modèle économique, elles peuvent aussi les envisager comme autant d'opportunités de se positionner sur le long terme.

Certaines développent des solutions de démantèlement d'infrastructures pétrolières ou se

désengagent du marché du pétrole au profit de celui du gaz.

Les acteurs les plus engagés dans la transition énergétique favorisent quant à eux la création d'activités dans le secteur des énergies renouvelables. Ces initiatives pourraient jouer un rôle considérable à l'avenir en contribuant à remodeler la nature des activités de leurs clients du secteur pétrolier et gazier.

Une nette amélioration des conditions de travail malgré la réduction des coûts

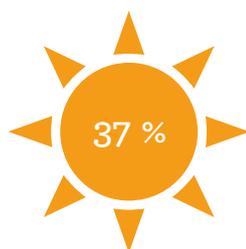
Comparativement aux sociétés pétrolières ou gazières, les sociétés parapétrolières font face à une fréquence élevée des accidents. Leurs collaborateurs, parmi lesquels de nombreux sous-traitants, évoluent dans des environnements à risque, propres aux activités de construction et de maintenance des installations.

Afin de réduire la fréquence des accidents, les sociétés parapétrolières exerçant des activités de fabrication et de maintenance de systèmes d'équipements peuvent s'assurer que leurs sous-traitants bénéficient des politiques de santé et de sécurité s'adressant déjà à leurs propres collaborateurs.

MATRICE DE MATÉRIALITÉ



Source : Meeschaert Asset Management



Selon le dernier scénario du World Energy Outlook 2014 qui tient compte des politiques gouvernementales existantes et programmées, la demande mondiale d'énergie primaire pourrait croître de 37 % entre 2012 et 2040.

Source : Agence Internationale de l'Energie, 2014



L'Amérique représentait 52,9 % de la valeur du marché mondial des équipements et services pétroliers et gaziers en 2013.

Source : Global oil & gas Equipment & services, marketline Industry Profile, 2014 sur Vigeo, 2015

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

| Innover dans les énergies vertes

Engagées dans des changements stratégiques, les parapétrolières sont à l'origine de projets innovants dans le secteur des énergies renouvelables.

Prenant la forme d'offres de solutions intégrées de capture, de transport et stockage de gaz carbonique ou encore de construction d'éoliennes offshore flottantes, ces projets poussent les parapétrolières à investir en R&D ou à collaborer avec des sociétés en pointe dans ces domaines. Pour certaines, ces investissements suivent une tendance lancée il y a plusieurs années à travers leur engagement dans l'hydrogène, les biocarburants de deuxième génération ou la biochimie.

| Protéger et prévenir

Malgré le contexte économique difficile, les moyens engagés en direction de la santé et de la sécurité des collaborateurs ont fait preuve d'efficacité puisqu'une large majorité des sociétés assistent à une baisse du taux de fréquence des accidents.

Les sociétés les plus performantes dans ce domaine s'attachent à perfectionner les moyens mis en œuvre à travers des actions de prévention. A l'inverse, les efforts des moins vertueuses sont portés sur la protection des

collaborateurs notamment via le développement de systèmes d'évaluation des risques ou d'audits internes.

| La corruption subsiste

Les entreprises parapétrolières les plus puissantes, positionnées à différents stades de la chaîne de valeur du secteur pétrolier, se trouvent régulièrement confrontées à de massives allégations de conflits d'intérêts et de corruption des autorités publiques, à travers le versement de pots de vin. Destinées à combattre ces pratiques, les sanctions juridiques déployées par les Etats représentent souvent des sommes considérables, pouvant atteindre des centaines de millions de dollars. Malgré ces menaces, la grande majorité des sociétés du secteur restent timides dans le déploiement de moyens consacrés à lutter contre la corruption.



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Un secteur transversal de l'économie

Le secteur des transports et de la logistique regroupe plusieurs activités allant des services postaux à la gestion des aéroports, en passant par le stockage, le transport maritime de containers, la gestion des routes, rails et ports.

Ces activités soutiennent l'économie mondiale car elles assurent les transports de marchandises, de personnes et de courrier aux niveaux domestique et international. Elles permettent également les échanges intra-firmes.

L'impact environnemental du transport

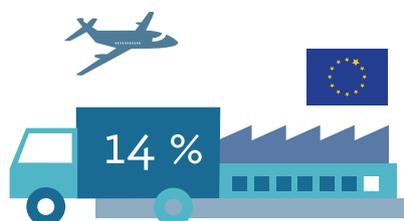
Représentant 25 % des gaz à effet de serre émis en Europe, le secteur de la logistique et du transport est intégré à l'analyse de cycle de vie des produits.

Les donneurs d'ordre demandent aux transporteurs et autres spécialistes de la logistique d'améliorer l'efficacité énergétique de leurs services, pour réduire l'empreinte environnementale des produits finis.



Le transport représente 1/4 des émissions de gaz à effet de serre (GES) en Europe.

Source : Vigeo, 2015



L'industrie du transport et de la logistique en Europe représente 14 % de la croissance domestique.

Source : Commissariat général au développement durable, 2016



11 millions de personnes employées en Europe.

Source : Commissariat général au développement durable, 2016

Une gestion complexe des ressources humaines

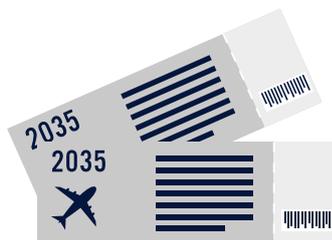
Chaque métier du secteur présente des risques sur la santé et la sécurité des collaborateurs. Dans les métiers manutentionnaires, comme la logistique et le transport routier, le risque d'accident au travail est élevé. Dans ceux liés aux services postaux, les risques psychosociaux prédominent.

On attend donc des entreprises qu'elles s'impliquent pour réduire ces risques. Ces éléments participent, au même titre que la méconnaissance du secteur, à donner une image peu attrayante des métiers du transport et de la logistique et expliquent les difficultés de recrutement. Cet enjeu est d'autant plus fort que la main d'œuvre est vieillissante.

MATRICE DE MATÉRIALITÉ



Source : Meeschaert Asset Management



237 millions

237 millions de passagers ne pourront pas voler en 2035 à cause de la saturation des aéroports.

Source : Commissariat général au développement durable, 2016



21 % des flux de transport maritime de marchandises mondiales transitent par les Pays-Bas, le Danemark et l'Espagne.

Source : Vigeo, 2015

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Repenser les modèles économiques par une mutation technologique

L'exigence des clients et l'accélération des innovations technologiques poussent les entreprises du secteur à repenser leurs modèles économiques. Certaines déploient des projets pilotes de livraison par drone de petits paquets légers sur des trajets courts.

Bien que cette technologie se soit popularisée, la réussite se fait attendre à cause de la complexité et de la multitude de variables dans les conditions réelles d'opération.

Rendre les services postaux accessibles à tous

En Europe, le service postal universel s'applique dans tous les pays et les acteurs historiques doivent remplir cette mission de service public.

En France par exemple, La Poste doit assurer une levée et une distribution 6 jours sur 7 sur l'ensemble du territoire. Elle doit garantir l'envoi des correspondances jusqu'à 2 kg et les colis postaux jusqu'à 20 kg.

Les compagnies nationales doivent également répondre à des critères exigeants d'accessibilité de leurs points de contact. Ce service ne

doit, en aucun cas, être entravé par la démarche de libéralisation de ce marché.

Faire de l'innovation sociale le moteur de l'attractivité

L'approche « bien-être » des salariés peut passer par leur implication dans la recherche d'innovation. C'est le cas par exemple d'une initiative collaborative qui donne l'occasion aux employés de proposer des idées nouvelles en vue d'améliorer le service client.

Ces innovations sont l'occasion de faire travailler ensemble différents acteurs tels que les collaborateurs, les fournisseurs, les écoles d'ingénieurs et de commerce. Elles permettent aussi de dynamiser l'attractivité des nouveaux collaborateurs.



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Volatilité des prix des matières premières et incertitude réglementaire

L'industrie agroalimentaire comprend trois activités majeures allant de l'exploitation agricole à la distribution et la vente aux consommateurs, en passant par la production et l'emballage. De cette complexité caractéristique de sa chaîne de valeur résulte l'implication d'un grand nombre d'acteurs.

A l'heure de la volatilité des prix des matières premières, dans un contexte d'incertitude sur le TTIP* et de renforcement de la réglementation sur la sécurité alimentaire, tous sont amenés à s'adapter.

Pour réduire leurs coûts de production, les entreprises peuvent optimiser leur chaîne d'approvisionnement et travailler à l'amélioration de leurs emballages.

Sécurité alimentaire

Face aux prévisions démographiques à la hausse et au changement climatique, le secteur agroalimentaire, poussé à produire plus et mieux, déploie des efforts priori-

taires concernant l'ajustement des ressources naturelles prélevées.

D'une part, la réduction de la consommation de matières premières passe par le développement d'une agriculture raisonnée, d'une pêche durable et des agrocarburants de seconde génération.

D'autre part, le secteur de la production agricole, responsable de 70 % de la consommation d'eau au niveau mondial, doit prendre les mesures nécessaires à la prévention du stress hydrique.



D'ici 2050, la production alimentaire devra augmenter de 70 % pour supporter la croissance démographique.

Source : Rapport FAO 2019

*Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement : accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis qui repose sur l'ouverture des marchés, la réduction des formalités administratives et la fixation de règles pour faciliter l'importation et l'exportation des produits.

Baisse de la malnutrition et progression de l'obésité

Malgré une tendance à l'amélioration, près de 800 millions de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté et souffrent de la faim.

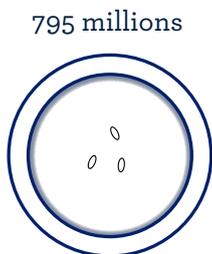
A l'inverse, le nombre de personnes souffrant de surpoids ou d'obésité est en progression constante. En 2014, 1,9 milliard d'adultes étaient en surpoids. En effet, la hausse des revenus conjuguée au processus d'urbanisation en cours à travers le monde favorisent la consommation de plats préparés, riches en sucre, gras et sel.

Reffet des disparités économiques, ce phénomène prévaut dans les pays les moins riches ou chez les ménages pauvres des pays développés.

MATRICE DE MATÉRIALITÉ



Source : Meeschaert Asset Management



795 millions de personnes souffrent de sous-nutrition, soit 12,9 % de la population mondiale.

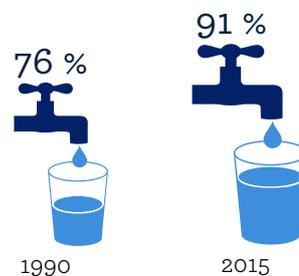
Source : FAO 2015

Près de 800 millions



Près de 800 millions de personnes vivent dans une extrême pauvreté et souffrent de la faim

Source : Rapport 2015 des Nations-Unies sur les OMD 2015



En 2015, 91 % de la population mondiale utilise une source d'eau potable améliorée, contre 76 % en 1990.

Source : Rapport 2015 des Nations-Unies sur les OMD 2015

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

| Respecter le devoir de vigilance envers les fournisseurs

Pour répondre au risque de non-respect des droits humains, les entreprises donneuses d'ordre tendent à développer les moyens consacrés à la surveillance de leurs fournisseurs, parfois sous la pression réglementaire.

En France, la loi sur le devoir de vigilance des entreprises donneuses d'ordre vis-à-vis de leurs filiales et sous-traitants, promulguée en mars 2016, engage les entreprises dans la mise en place d'un « plan de vigilance afin d'identifier, de prévenir et d'atténuer les risques et les atteintes aux droits de l'homme dans leur chaîne d'approvisionnement », sous peine de sanctions financières.

| Favoriser une alimentation saine

Il y a une dizaine d'années, les premières études dénonçant l'utilisation d'ingrédients artificiels dans la formulation des aliments étaient publiées. Elles initiaient une prise de conscience chez les consommateurs. Depuis, la demande en aliments et ingrédients naturels va croissante et les groupes du secteur agroalimentaire multiplient les engagements en faveur de l'utilisation d'arômes et de colorants naturels.

Cette tendance s'inscrit dans un engagement plus global de réduction des teneurs en sel et en sucre des produits alimentaires.

| Privilégier l'écoconception des emballages

Pour les entreprises, l'optimisation des emballages répond à une nécessité tant environnementale qu'économique. Grâce à l'innovation, elles tendent à commercialiser des emballages moins volumineux, constitués d'une part croissante de matériaux recyclables.

Selon le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, une démarche d'écoconception portant sur un produit permet généralement de constater des réductions d'impacts environnementaux comprises entre 10 % et 40 % pour plusieurs indicateurs.

| Renforcer les procédures de contrôle alimentaire

Ces dernières années, les crises majeures survenues dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement ont conduit à une prise de conscience de l'opinion publique. Cela a mené à un renforcement de la législation sur la traçabilité des produits tout au long de la chaîne de valeur.

Pour y répondre, les entreprises développent des procédures rigoureuses en matière d'approvisionnement et de production. Aussi, elles ont recours à des tests scientifiques sur les ingrédients et les produits finis.



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Sécurité industrielle : une thématique d'actualité

2015 a été marquée par une série d'accidents :

- explosion d'une plateforme pétrolière au Mexique provoquant sept morts,
- explosion d'un entrepôt chimique dans un port chinois entraînant 173 morts,
- explosion d'une réserve de déchets au Brésil ou encore la plus grave fuite de gaz de l'histoire des Etats-Unis qui a duré quatre mois.

Bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, l'ampleur des catastrophes augmente.

... Qui fait écho à la sécurité alimentaire

Ce constat peut se transposer à l'alimentation car la complexification des chaînes de production et la globalisation du marché accroît

le risque pour les industriels de ne plus maîtriser la traçabilité ou la sécurité des denrées.

La sécurité alimentaire devient alors un enjeu de santé publique, comme le démontrent les scandales sur la viande de cheval, la vache folle ou la grippe aviaire.

L'opportunité économique issue de ces dysfonctionnements

Ces accidents industriels et ces scandales alimentaires entraînent le renforcement des législations en faveur de la sécurité.

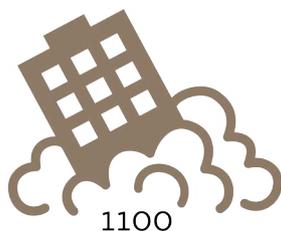
Des obligations en matière de sécurité des procédés pèsent sur les professionnels afin de sécuriser les sites et les chaînes de production. Les acteurs de la certification, les laboratoires d'analyse et les fabricants de solutions de protection répondent à cet enjeu de sécurité.



3,4 milliards

Le marché de la bioanalyse alimentaire pourrait atteindre 3,4 milliards d'euros en 2018 soit une augmentation de 6 % par an depuis 2013.

Source : Economie Matin, 2014



L'effondrement du bâtiment Rana Plaza en avril 2013 au Bangladesh a causé plus de 1100 morts. C'est une des catastrophes les plus meurtrières de l'histoire du travail.

Source : Le Monde, 2013

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Identifier les risques, contrôler les produits et organiser les rappels

Afin de cibler les efforts de sécurité, l'identification des risques est primordiale pour un industriel, mais elle n'est pas suffisante.

Les procédures de contrôle tout au long de la chaîne de valeur garantissent la conformité des produits. C'est le cas notamment dans les chaînes alimentaires, où les mécanismes de contrôle permettent de suivre la qualité des produits et où les procédures de rappel interviennent en fin de processus.

Fournir des solutions de protection efficaces

De manière plus évidente encore, les entreprises



Le nombre de retraits (avec ou sans rappel) de produits s'élève à 462 en 2013 contre 377 en 2012. En 2013, 211 produits ont été rappelés (information du consommateur) dont 20 via des communiqués de presse contre 200 rappels en 2012 dont 30 via des communiqués de presse.

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2015

productrices de solutions telles que des équipements de protection, des systèmes de détection de gaz et d'incendies, ou des dispositifs de verrouillage de sécurité apportent des réponses directes pour lutter contre les accidents industriels.

Ces entreprises voient leur demande s'accroître à mesure que les gouvernements introduisent de nouvelles réglementations plus sévères dans les bâtiments commerciaux et les lieux publics.

Auditer et faire certifier les politiques et les processus de production par des tiers indépendants

Afin d'améliorer la sécurité des employés, des produits et des outils de production, les sociétés de certification permettent aux entreprises de répondre aux normes QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement) nationales, internationales et volontaires, mais aussi aux systèmes de gestion sectoriels ou de développement durable.

Dans ce dernier cas, par exemple, les sociétés de certification contribuent à diminuer l'empreinte carbone de leurs clients à travers des programmes de certification environnementale ou via la réponse à des obligations réglementaires.



ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Le financement de l'économie réelle

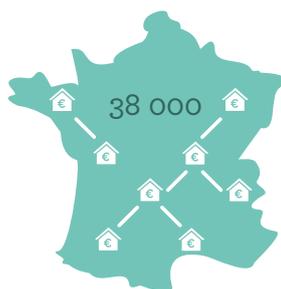
Les banques assurent un rôle prépondérant dans le financement de l'économie réelle. Elles collectent, gèrent les dépôts des clients, fournissent des moyens de paiement aux acteurs économiques, gèrent l'épargne en mutualisant les risques et financent les entreprises et les ménages. Ces fonctions de base ont progressivement été élargies pour répondre aux attentes du marché.

Dans ce cadre, de nombreuses banques de détail ont amorcé une diversification afin d'assurer des fonctions de banques d'affaires, de financement et d'investissement

La responsabilité fiscale remise en question

À l'heure de la transparence, des scandales médiatiques ont éclaboussé l'ensemble du secteur bancaire (Panama Papers, Lux Leaks, Swiss Leaks...). Ces controverses, souvent révélées par des lanceurs d'alerte et largement relayées par la presse, sont de plus en plus fréquentes.

Malgré les engagements affichés de lutte contre l'évasion fiscale, l'activité de ces banques dans des territoires fiscalement non coopératifs est fortement critiquée. Des ONG dénoncent ce phénomène et nourrissent le



Le réseau bancaire français regroupe 38 000 agences avec - 5 % de fréquentation en 5 ans.

Source : Les Echos, 2015

débat sur la frontière entre la légalité et l'illégalité.

La pression réglementaire

Les crises économiques passées ont conduit les régulateurs à exiger le renforcement de la situation financière des banques.

Concrètement, elles doivent assurer la solidité de leurs



Le montant de l'évasion fiscale est estimé entre 16 000 et 26 000 milliards d'euros. Entre 150 et 225 milliards d'euros de recettes fiscales n'entrent pas dans les caisses des États du monde.

Source : Tax Justice Network, 2012



34 % des cyberattaques en 2013 ont concerné le secteur financier.

Source : Exane, 2014

fonds propres en fonction du risque qu'elles prennent, pour être en mesure d'affronter les futures crises économiques.

Par exemple, Bâle III a introduit deux ratios de liquidité pour que les banques soient capables de résister à une crise de liquidité sur un mois et pour leur assurer davantage de ressources stables.

La mutation du secteur vers une offre multicanal

Les banques de détail ont vu la fréquentation de leurs agences baisser de 30 % en cinq ans. En parallèle, un compte sur trois s'ouvre en ligne.

Ce constat amène les banques à repenser leur modèle économique, vers une offre multicanal alliant les services digitaux et le conseil en agence.

Cette stratégie incontournable présente des conséquences à la fois sur la gestion des ressources humaines et sur le virage technologique des outils digitaux à déployer.



70 % des clients consultent leur compte en ligne. 1 compte sur 3 est ouvert sur internet.

Source : Source : Les Echos, 2015

MATRICE DE MATÉRIALITÉ



Source : Meeschaert Asset Management

BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Adapter l'offre aux clients vulnérables et prévenir le surendettement

Dans le cadre de son baromètre trimestriel sur le surendettement, la Banque de France estime à plus de 800 000 le nombre de ménages en procédure de désendettement.

Ce chiffre traduit l'excès des établissements bancaires dans l'octroi des prêts immobiliers ou à la consommation.

La banque doit adopter un comportement responsable, en adaptant les types de crédits et en orientant ses clients vers un produit bancaire adapté à leurs besoins.

Prévenir le blanchiment d'argent

Face à l'exigence grandissante des régulateurs sur la traçabilité de l'argent, les banques mettent en place des procédures de suivi et de contrôle de l'identité de leurs clients.

Les procédures « KYC : know your customer » (connaître ses clients en français), par exemple, amènent les conseillers bancaires à obtenir des informations détaillées et régulièrement actualisées sur leurs clients, ainsi que sur leurs besoins, pour prévenir tout risque de blanchiment d'argent.

3 millions



3 millions de clients bancaires sont en situation de fragilité financière. 500 000 Français n'ont pas accès à un compte bancaire.

Source : Banque de France, 2016

165 millions



165 millions d'euros ont été accordés en France pour des microcrédits personnels.

Source : Banque de France, 2016

Adapter les ressources humaines au nouveau modèle économique

Les restructurations des sociétés bancaires génèrent des fermetures d'agences et une réduction de leurs effectifs.

Une pyramide des âges vieillissante s'avère être un atout pour les banques qui profitent des départs naturels et mettent en place des plans de retraite anticipée pour supprimer des postes en limitant les licenciements.



La banque de détail représente 70 % des effectifs bancaires en France.

Source : Observatoire des métiers de la banque, 2014

Les gestions ISR de Meeschaert Asset Management

Pionnier dans la gestion éthique, Meeschaert Asset Management a créé le premier fonds français ISR en 1983, Nouvelle Stratégie 50, et renforcé sa démarche au cours des années en réfléchissant, avec ses clients investisseurs, sur des approches plus spécifiques.

Pour assurer l'ensemble de ces missions, une équipe dédiée de cinq spécialistes ISR (trois gérants et deux analystes)

mène des recherches et analyses spécifiques en s'appuyant sur différents prestataires (Vigeo, Proxinvest, Grizzly RI, Ethifinance, Sustainalytics...).

En parallèle, la collaboration avec de nombreux partenaires associatifs et financiers enrichit ces démarches internes.

Développée en 2015, la philosophie de la méthodologie « Valeur partenariale et entrepreneuriale » reste profondément ancrée dans les convictions d'origine : l'invest-

tissement doit contribuer à replacer le bien-être des êtres humains au cœur du développement économique.

En savoir plus sur les fonds concernés et leur profil de risque:
www.isr.meeschaert.com



Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information par Meeschaert Asset Management et ne saurait donc être considéré comme un élément contractuel, un conseil en investissement, une recommandation de conclure une opération ou une offre de souscription.

Sa remise à tout investisseur relève de la responsabilité de chaque distributeur. En tout état de cause, l'investisseur doit procéder, avant la conclusion de toute opération, à sa propre analyse et obtenir tout conseil professionnel qu'il juge nécessaire sur les risques et les caractéristiques du produit eu égard à son profil d'investisseur.

Il est recommandé, avant tout investissement, de prendre connaissance du Document d'Informations Clés pour l'Investisseur du fonds (disponible gratuitement auprès de Meeschaert Asset Management et/ou sur le site internet www.meeschaert.com) et en particulier de la rubrique « profil de risque ».

Les données chiffrées, commentaires y compris les opinions exprimées sur ce document sont le résultat d'analyses de Meeschaert Asset Management à un moment donné et ne préjugent en rien de résultats futurs. Il est rappelé que les performances, classements, prix, notations, statistiques et données passées ne sont pas des indicateurs fiables des performances, classements, prix, notations, statistiques et données futures.

Ces informations proviennent ou reposent sur des sources estimées fiables par Meeschaert Asset Management. Toutefois, leur précision et leur exhaustivité ne sauraient être garanties par Meeschaert Asset Management.

Meeschaert Asset Management décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des présentes informations générales.

Toute reproduction ou diffusion, même partielle, de ce document est interdite.

SIÈGE SOCIAL

12, Rond-Point des Champs-Élysées 75008 Paris

LES IMPLANTATIONS

RÉGIONALES DU GROUPE

Bordeaux

2 rue de Sèze
33000 Bordeaux
Tél. : 05 56 01 33 50

Marseille

42 rue Montgrand
13006 Marseille
Tél. : 04 91 33 33 30

Cannes

8 rue Macé
06400 Cannes
Tél. : 04 97 06 03 03

Nantes

Place Royale 1 rue Saint Julien
44000 Nantes
Tél. : 02 40 35 89 10

Lille

18 avenue de Flandre
59700 Marcq-en-Barœul
Tél. : 03 28 38 66 00

Strasbourg

1, Quai Jacques Sturm
67000 Strasbourg
Tél. : 03 90 07 70 90

Lyon

61 rue de la République
69002 Lyon
Tél. : 04 72 77 88 55

Toulouse

24 grande rue Nazareth
31000 Toulouse
Tél. : 05 61 14 71 00

Dans les villes citées, des sociétés distinctes peuvent représenter le groupe Meeschaert.

GROUPE MEESCHAERT :

QUATRE PÔLES D'ACTIVITÉ

Meeschaert Gestion Privée

- Conseil en stratégie patrimoniale et fiscale
- Conseil en investissements
- Conseil boursier
- Investissements immobiliers

Meeschaert Asset Management

- Gestion d'OPC
- Fonds dédiés
- Gestion sous mandat

Meeschaert Family Office

- Conseil, gestion et transmission du patrimoine de la famille
- Aide à la sélection et supervision d'experts
- Philanthropie

Meeschaert Capital Partners

- Capital transmission
- Capital développement

